

genre de formation offert. Faut-il neuf ans ou plus de formation scolaire pour y arriver ? Les élèves ne peuvent-ils pas acquérir les connaissances fondamentales plus tôt que cela, de façon qu'on puisse leur offrir le choix d'un cours d'études générales ou de formation techniques et professionnelle ? Une fois que l'enfant a terminé sa 6^e année, il a appris les compétences fondamentales que sont la lecture et l'écriture, et il devrait être conditionné au processus d'apprentissage.

Certains éducateurs estiment que les écoles ne devraient pas dispenser strictement la formation scolaire. Par exemple, on s'aperçoit dans de nombreux collèges canadiens et américains que l'adresse de certains étudiants sur le terrain de football, par exemple, est plus importante que leurs succès en classe. Autrement dit, on donne littéralement à ces athlètes leur diplôme à la fin d'une carrière de quatre ans dans le football. Les entraîneurs et les professeurs sont forcés de faire cela, parce que le système d'éducation exige des succès scolaires avant la reconnaissance de diverses autres fonctions.

Le même principe devrait s'appliquer au niveau primaire et au niveau secondaire, où les élèves sont forcés de suivre des cours d'études pendant environ neuf années avant d'être admis aux cours de formation dans le métier qu'ils désirent. Bon nombre d'enseignants doivent pousser des élèves d'une année à l'autre jusqu'à ce que ceux-ci soient assez âgés pour quitter l'école.

Beaucoup d'enfants vont à l'école uniquement pour que leurs parents continuent à toucher des chèques d'allocation familiales. Dans bien des cas, on les empêche de faire l'école buissonnière en menaçant d'interrompre l'arrivée de ces chèques.

Nous formulons l'opinion qu'il faut une révision majeure des concepts fondamentaux de notre système d'éducation.

Les éducateurs professionnels sont trop enclins à dire: « laissez-nous contrôler l'éducation »; et par là, ils veulent dire à la fois la méthode (la technique) et le contenu. Le contenu est l'affaire de l'État, qui devrait s'assurer que chaque citoyen puisse bénéficier d'un programme utile et pratique.

Il est nécessaire que l'État entre en action et donne une forte orientation avant que le système actuel, qui n'est pas satisfaisant, soit changé de manière à soulager « les pauvres ». Nous émettons l'opinion qu'il faut changer la politique de notre système d'éducation en une politique qui permettra de préparer chaque individu à jouer un rôle utile dans la société et à subvenir lui-même à ses besoins dans la plus grande mesure possible.

Négligence des employeurs

Un facteur important qui contribue à l'accroissement du nombre des pauvres est la négligence,

de la part des employeurs, d'accepter d'embaucher des gens qui ne sont pas surqualifiés. Les employeurs utilisent les écoles comme terrain de sélection pour réduire le coût que comporte l'administration de leurs propres programmes de formation pour leurs employés.

Les employeurs recherchent également une norme pour juger les candidats. Malheureusement, la seule qu'ils emploient est la norme que représentent les diplômes et grades obtenus dans les cours et spécialités que les candidats ont suivis. Les employeurs estiment que si une personne a un certificat ou un grade d'études secondaires, elle peut apprendre rapidement ce que eux lui enseigneront. Il serait plus pratique de former les gens à l'école au genre de travail qu'ils seront appelés à faire chez leur employeur. Qu'est-ce qui serait plus utile à une personne embauchée pour conduire un camion—trois ans d'études secondaires ou trois ans de mécanique automobile ?

Jusqu'au XVIII^e siècle, l'enseignement professionnel se faisait par l'apprentissage des ouvriers auprès d'un maître artisan sous la surveillance d'une guild. L'éducation industrielle moderne a dépassé le besoin créé par la révolution industrielle de la fin du XVIII^e siècle qui a introduit le système des usines.

L'insistance des employeurs à embaucher de la main-d'œuvre surqualifiée (par exemple, le diplôme d'études secondaires) a eu pour résultat d'abaisser les normes de graduation. C'est là une faible tentative pour résoudre le problème, et elle ne profite ni l'étudiant, ni le système dans son ensemble. Il ne s'agit pas d'abaisser les normes, mais de les changer.

Un examen attentif montre que bon nombre de personnes qui appartiennent à la classe des pauvres peuvent faire le travail requis lorsqu'on les forme dans les aspects pratiques du travail.

Les employeurs et le système d'éducation omettent de considérer que ce ne sont pas tous les employés qui deviendront des directeurs généraux et qu'ils n'ont donc pas tous besoin d'être diplômés pour cela. Nous émettons l'opinion qu'il faut réévaluer notre système d'éducation de façon qu'il devienne le moyen par lequel les individus pourront jouer un rôle utile dans le pays.

Nous émettons l'opinion qu'en vertu de notre système d'entreprise, les employeurs ont le devoir d'accepter d'embaucher—des personnes qui sont capables d'accomplir le travail à faire. Ils devraient être détournés de leur insistance à embaucher des employés surqualifiés.

Afin d'enrayer le développement de la classe des pauvres, il faut faire en sorte que les employeurs repensent leur façon d'envisager l'embauche de gens ayant une formation scolaire in-